

**LE JOUR, 1950**  
**24 MARS 1950**

## **EVIDENCES**

Il n'y a pas à s'y tromper, avec les précautions qu'il faut prendre (avec les concessions qui se justifient), toute la politique économique de ce pays doit être orientée vers la liberté.

Obstacles à supprimer ou à réduire, liberté de mouvements à accroître, plafonds fiscaux à aménager et à abaisser, encouragements à l'initiative individuelle à multiplier ; mais, en même temps, train de vie de l'Etat à ordonner et à modérer, justice et administration à rendre plus efficaces, voilà ce qui s'impose. Et, par-dessus tout, l'horreur sacrée de toute xénophobie. Dans un tel précepte il faut voir une règle de vie.

Les Libanais qui luttent pour les « devises » et pour la prospérité dans tout l'univers n'ont pas le droit de permettre ou de tolérer sur leur territoire un chauvinisme suranné. En fait, par destination, nous comptons parmi les premiers citoyens du monde ; ce qui ne nous empêche en rien d'être chez nous de bons citoyens. A l'étranger qui nous accueille ou par qui nous désirons être accueillis, nous serions fous de refuser ou de discuter la réciprocité. Nous devons même forcer le destin en nous montrant plus libéraux que les autres.

Le Libanais qui prétend, pour sa prospérité individuelle, fermer les portes et les fenêtres pêche contre son pays et contre l'évolution de ce siècle. Certes il faut aider tous les efforts qui ne vont pas contre la nature des choses ; il faut faciliter l'entrée des machines, des matières premières, des techniciens ; il faut accorder au besoin des primes à la production. Tout ce qui peut être fait pour que des industries viables vivent, il faut le faire ; mais il ne faut pas fermer les portes si l'on ne veut pas aller au-devant du malheur. Les portes fermées, de nos jours, comptent parmi les illusions les plus désastreuses.

Si, devant les difficultés économiques en cours, nous avons, nous autres Libanais, cent raisons d'être patients, nous n'en avons aucune de nous agiter. Le temps est notre premier auxiliaire, pourvu que nous ne nous écartions pas de la voie millénaire. C'est le temps qui déblaiera le terrain et qui dégagera la vérité de l'erreur. Jusqu'ici chacun a pu voir que le temps nous a donné raison. Il ne nous décevra pas une fois de plus. Et c'est finalement dans nos difficultés actuelles avec la Syrie, l'intérêt de la Syrie que nous aurons servi en servant le nôtre. Car la Syrie elle aussi, constituée et peuplée comme elle est, ne saurait remplacer longtemps l'air du Bon Dieu par la respiration artificielle.

Deux points précis sont à rappeler ce matin. Le premier, c'est que la Syrie nous vend d'abord des produits agricoles qui sont dans une large mesure des produits périssables et que, pour ces produits périssables, nous sommes, de loin, son meilleur client. Le second, c'est qu'au Liban travail et production, services et fabrication, pour faire vivre une population de plus en plus dense, doivent être par-dessus tout qualitatifs.

La Syrie fonde son avenir assez témérairement sur la quantité, en série ; tandis que notre but en tout est la qualité dans la variété. Les deux formules peuvent se concilier sans doute mais l'une doit avoir la priorité sur l'autre.

Si les Syriens voulaient serrer le problème de plus près, ils verraient que nos services leur sont offerts et non point imposés. On ne se défend pas raisonnablement dans une telle position en rejetant la qualité. Toutes nos offres, en effet, seraient vaines si les Syriens ne disposaient pas d'un pouvoir d'achat.

Le sens de cette remarque, c'est que la Syrie se défendrait plus utilement en se disciplinant au-dedans qu'en hérissant de postes de garde, ses frontières.

On pourrait s'étendre indéfiniment sur ces questions passionnantes. Nous n'avons d'autre but aujourd'hui que d'appeler la réflexion des Libanais comme des Syriens sur une ou deux lois fondamentales de leur destin.